

# Le Valais en mode arc-en-ciel

**ÉGALITÉ** Le canton a présenté ce mardi un plan d'action comprenant une dizaine de mesures pour lutter contre les discriminations à l'égard des personnes LGBTIQ+

GRÉGOIRE BAUR

[@GregBaur](#)

Le conservatisme est au Valais ce que le sparadrap est au capitaine Haddock. Un élément tenace, dont on ne peut se défaire. Et ce, peu importe le sujet. Les questions relatives aux personnes LGBTIQ+ ne font, bien évidemment, pas exception. Mais cela pourrait changer. En lançant un plan d'action contre les discriminations à l'égard de ces personnes, le «Vieux-Pays», comme l'aiment à l'appeler certains, devient précurseur dans ce domaine.

Mise en œuvre d'un accompagnement social spécifique aux LGBTIQ+, développement d'un réseau de professionnels identifiés comme «gay friendly», sensibilisation du personnel médical aux spécificités de prise en charge des personnes concernées ou encore extension du programme dans le Haut-Valais. Se basant sur un rapport qu'il a commandé – réalisé ces derniers mois et montrant que les personnes LGBTIQ+ sont en moins bonne santé, notamment psychique et sexuelle, que le reste de la population –, le canton a décidé de mettre en œuvre, dès 2022, une dizaine de mesures. Elles seront accompagnées d'une campagne cantonale contre l'homophobie et la transphobie, à l'occasion du 17 mai prochain, date de la Journée internationale contre les LGBTIQ+phobies. Le tout pour un montant de 130000 francs par année.

## Le respect comme maître-mot

«Le maître-mot de cette campagne sera le respect. Plus le grand public sera informé, plus la sensibilisation à ces thématiques sera réalisée, moins il y aura de violence», appuie Isabelle Darbellay Métrailler. La cheffe de l'Office cantonal de l'égalité et de la famille verra par ailleurs ses effectifs renforcés d'un poste à 50%, spécifiquement dédié aux problématiques LGBTIQ+.

Nombre de ces mesures n'existent pas encore dans la plupart des autres cantons de Suisse. «Nous avons eu des contacts avec Bâle-Ville ou Genève pour nous inspirer, mais sur de nombreux aspects nous allons plus loin qu'eux. A Genève, par exemple, le budget dédié à cette problématique correspond au tiers de celui que nous avons désormais en Valais», indique Isabelle Darbellay Métrailler. «On change l'image d'un canton que l'on voyait à la traîne sur ces questions»,

se réjouit Mathias Reynard, le conseiller d'Etat chargé de la Santé et des Affaires sociales.

La thématique n'est de loin pas étrangère au socialiste. Lors de son passage sous la coupole fédérale, il a amorcé la procédure qui a mené le peuple suisse à accepter, en février 2020, d'étendre la norme antiraciste aux actes homophobes. Alors est-ce réellement le Valais qui évolue, ou les avancées sont-elles simplement dues à l'arrivée, en mai 2021, de Mathias Reynard et de ses idées à la tête du département concerné? «Le canton évolue. Il suffit de regarder les résultats des différentes votations sur le sujet», insiste le socialiste. Il est vrai que, si les électeurs valaisans ont refusé le partenariat enregistré en 2005, ils ont accepté, ces deux dernières années, la norme pénale contre l'homophobie et le mariage pour tous.

**«On change l'image d'un canton que l'on voyait à la traîne sur ces questions»**

MATHIAS REYNARD, CONSEILLER D'ÉTAT VALAISAN CHARGÉ DE LA SANTÉ ET DES AFFAIRES SOCIALES

Mais le ministre reconnaît tout de même qu'il «faut des personnes qui fassent office de déclencheur». Il refuse toutefois de tirer toute la couverture à soi. «Je ne suis pas le seul à me battre. Il y a toute une série de services de l'administration, d'acteurs et d'institutions qui font avancer la cause et qui ont permis la mise en place de ce plan d'action ambitieux», souligne-t-il.

Le projet dévoilé ce mardi n'est qu'une première étape, assure Mathias Reynard. Car les discriminations à l'égard des personnes LGBTIQ+, dont le nombre est estimé entre 7000 et 35000 en Valais, sont une réalité encore bien présente. «Passages à tabac, insultes, crachats, expulsions du domicile familial après un coming out... Il s'agit de la pointe de l'iceberg du phénomène d'homophobie qui existe dans notre pays et dans notre canton», appuie le socialiste, qui a pu constater l'ampleur de la problématique chez les jeunes lorsqu'il était enseignant au Cycle d'orientation de Savièse. Il demeure néanmoins difficile de connaître précisément le nombre d'agressions subies en Valais, le Grand Conseil ayant refusé, lors de la dernière législature, un postulat demandant que la police cantonale tienne des statistiques à ce sujet. ■